



Les ventes dans le commerce plongent au printemps 2020 après avoir rebondi en 2019

En 2019, l'activité des secteurs commerciaux accélère dans un contexte de ralentissement des prix. Dans le commerce de gros, les ventes sont dynamiques dans la plupart des secteurs, en particulier dans le commerce de biens d'équipement et de biens domestiques. Dans le commerce de détail, les ventes du commerce de détail non spécialisé à prédominance alimentaire reculent, en particulier dans les grandes surfaces.

Au printemps 2020, l'activité commerciale est bouleversée par la crise sanitaire liée à la Covid-19. Les commerces de produits alimentaires généralistes répondent à une demande en forte augmentation en mars et en avril, et augmentent l'emploi en conséquence. À l'inverse, les commerces de produits non alimentaires sont quasiment à l'arrêt et ont recours massivement au chômage partiel. La crise a accentué certaines tendances déjà à l'œuvre : le développement de la vente en ligne et le déclin des hypermarchés.

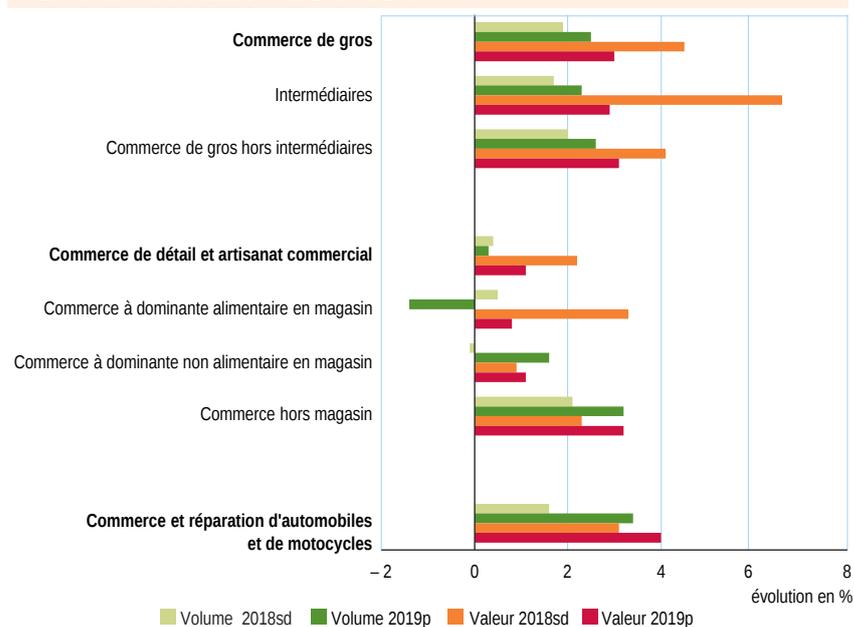
Élodie Lalande, Mickaël Le Chapelain, Sonia Leseurre, Jacqueline Perrin-Haynes, Philippe Pottier, Arnaud Rousset (division Commerce, Insee)

En 2019, l'activité commerciale est dynamique, portée par la demande intérieure. En effet, la consommation des ménages est plus vigoureuse en 2019 qu'en 2018 (+ 1,5 % après + 0,9 %), et particulièrement pour ce qui concerne les achats de biens fabriqués. L'investissement accélère également (+ 4,2 % après + 3,2 %), porté par l'investissement des administrations publiques avant les élections municipales, mais aussi par l'investissement des ménages en construction neuve. En revanche, les exportations ralentissent assez nettement (+ 1,9 % après + 4,4 % en 2018).

Cette amélioration des ventes en volume intervient dans un contexte de ralentissement des prix dans l'ensemble des secteurs commerciaux.

Dans le commerce de gros, l'activité accélère dans la plupart des secteurs. Les **ventes de marchandises** en volume augmentent de 2,5 % en 2019, après + 1,9 % sur l'ensemble de l'année 2018 (*figure 1*).

1 Les ventes du commerce en 2018 et 2019



Note : sd : compte semi-définitif ; p : compte provisoire.
Lecture : les ventes du commerce de gros augmentent de 2,5 % en volume en 2019.
Source : Insee, comptes du commerce, base 2014.

Les ventes en gros de biens d'équipement restent très dynamiques, stimulées par les investissements des entreprises. L'activité des grossistes en biens domestiques accélère à nouveau. En revanche, l'activité du commerce de gros de produits agricoles se contracte en 2019 après le redressement de l'année 2018, en raison des conditions météorologiques défavorables.

En 2019, les ventes du commerce de détail continuent de progresser très faiblement (+ 0,3 % en volume après + 0,4 %), soutenues par le commerce non alimentaire, malgré un début d'année difficile. Le commerce alimentaire, en particulier dans les grandes surfaces non spécialisées, ralentit quant à lui nettement en 2019 dans un contexte de hausse des prix. Le secteur a été marqué par la loi « Agriculture et alimentation » mise en place le 1^{er} janvier 2019, qui vise à encadrer les promotions sur les produits alimentaires. Cette loi a un impact modéré sur l'indice des prix des produits de grande consommation dans la grande distribution, mais l'impact est plus important sur certaines catégories de produits, en particulier les produits alimentaires hors frais. Selon l'enquête mensuelle sur l'activité des grandes surfaces alimentaires (Emagsa), les ventes de produits alimentaires auraient baissé significativement en valeur dans les hypermarchés et plus modérément dans les supermarchés. Les ventes de produits non alimentaires continueraient de chuter dans l'ensemble des grandes surfaces à dominante alimentaire. En revanche, les ventes en petites surfaces et magasins bio restent très dynamiques. Malgré les grèves de fin 2019, le commerce de détail non alimentaire repart vivement à la hausse, après une fin d'année 2018 marquée par le mouvement des Gilets jaunes. Les ventes en grands magasins et bazars ainsi qu'en magasins spécialisés dans les technologies de l'information et de la communication (TIC) et l'équipement du foyer sont particulièrement dynamiques. En revanche, les ventes en magasins spécialisés dans l'habillement et la chaussure baissent pour la cinquième année consécutive, concurrencées par la vente à distance et l'essor du marché de l'occasion. Le **commerce hors magasin** poursuit sa progression (+ 3,2 % après + 2,1 %), de plus en plus d'enseignes se mettant à la vente en ligne en complément de la vente physique.

L'activité du commerce et de la réparation de véhicules automobiles et de motocycles se redresse en 2019 (+ 3,4 % après + 1,6 % en 2018). Les applications successives des normes anti-pollution avaient pesé sur son activité en 2018.

Hausse sans précédent du chiffre d'affaires dans les supermarchés au printemps 2020

Mi-mars 2020, le confinement de la population et la fermeture administrative des

commerces dits « non-essentiels » ont eu de fortes conséquences sur le volume des ventes des **entreprises** commerciales. Les commerces alimentaires ont fait face à une demande importante. Les craintes de pénurie ont conduit à un phénomène de stockage, qui, associé à une plus grande consommation alimentaire à domicile, ont entraîné une forte hausse des ventes de produits de détail alimentaires.

Le volume des ventes du commerce alimentaire a ainsi augmenté au mois de mars (+ 5,7 % en mars 2020 par rapport à mars 2019, *figure 2*), avant de baisser au mois d'avril (-4,2 %). Les évolutions sont contrastées selon les secteurs. Les supermarchés et les magasins bio ont bénéficié d'une hausse marquée des ventes sur ces deux mois. Les consommateurs ont vraisemblablement privilégié les commerces de taille moyenne offrant une gamme de produits plus diversifiée. Dans les supermarchés, les ventes de produits alimentaires se sont envolées. Les ventes de produits non alimentaires ont également connu une croissance inédite, probablement liée à la fermeture des magasins spécialisés. Les ventes de livres, jeux et accessoires de bricolage ont fortement augmenté. En revanche, les ventes des hypermarchés sont globalement stables en mars et en baisse en avril. Les ventes de carburant sont quasiment à l'arrêt et atténuent l'effet de la hausse des autres types de produits sur le chiffre d'affaires des grandes surfaces. Les commerces alimentaires spécialisés et les artisans ont quant à eux souffert de cette crise sanitaire. En particulier, les ventes des poissonneries, boulangeries, charcuteries et des cavistes chutent fortement.

Arrêt de l'activité dans plusieurs secteurs du non alimentaire

Pour le commerce non alimentaire, la situation est différente. De nombreux

secteurs ont été contraints de fermer leurs établissements à la suite du décret n°2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19. Dans les secteurs non concernés, certains commerces ont pu aussi faire le choix de fermer au début du confinement, faute de clients ou de moyens pour protéger les salariés. Ainsi, en mars, le chiffre d'affaires des secteurs du commerce non alimentaire spécialisé chute, à l'exception des pharmacies. Les ventes à distance des commerçants qui vendent essentiellement sur Internet baissent modérément en mars, les difficultés de livraison ayant limité les achats. Elles se redressent en avril.

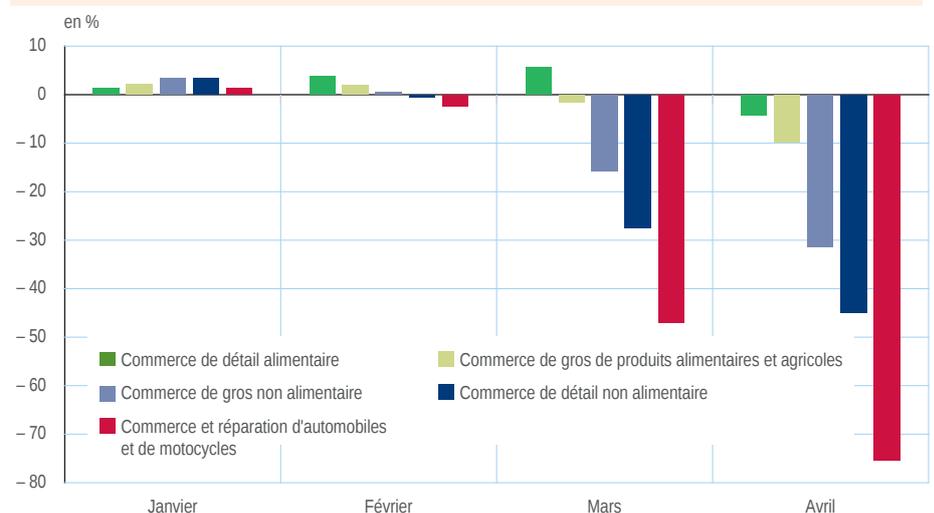
Les ventes des grossistes en produits alimentaires et agricoles ont légèrement baissé au mois de mars 2020 par rapport au mois de mars 2019, et de façon plus marquée au mois d'avril. Les ventes sont tirées à la hausse par les centrales d'achats qui ont dû répondre au besoin d'approvisionnement des magasins, tandis que l'approvisionnement de la restauration s'est complètement arrêté. Les ventes des grossistes de produits non alimentaires ont plongé, mais de façon moins marquée que dans le commerce de détail.

L'activité des concessionnaires automobiles s'est totalement arrêtée pendant le confinement.

Le confinement bouleverse les habitudes de consommation

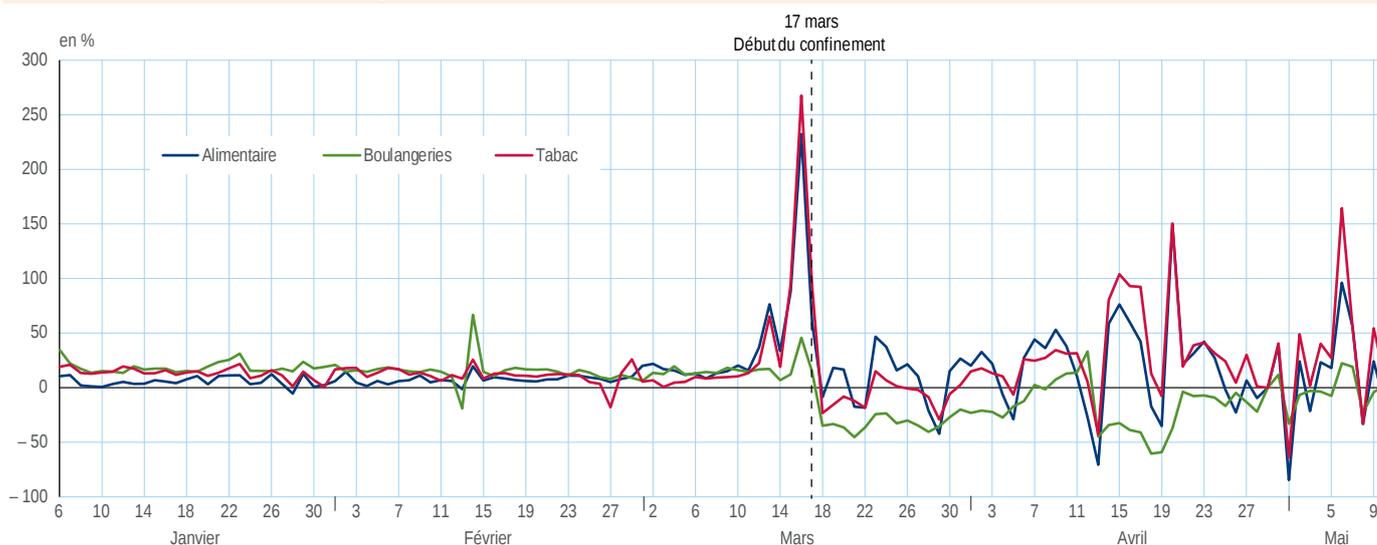
En volume, en 2020, la consommation des ménages en biens a baissé de 17 % au mois de mars et de 34 % au mois d'avril par rapport aux mêmes mois de l'année précédente, avant de se redresser en mai où elle n'était plus inférieure que de 8 % par rapport à un an auparavant.

2 Glissement annuel du volume des ventes dans le commerce début 2020



Lecture : le volume des ventes baisse de 45 % dans le commerce de détail non alimentaire entre avril 2019 et avril 2020.
Source : DGFIP, Insee, volumes des ventes dans le commerce issus des déclarations mensuelles de TVA, données corrigées des jours ouvrables, calculs comptes du commerce.

3 Glissement annuel des transactions par carte bancaire début 2020



Note : pour plus de lisibilité, la valeur correspondant au mercredi 29 avril 2020 a été annulée, car le jour comparable en 2019 étant le mercredi 1^{er} mai, le glissement annuel associé est très élevé.
Lecture : lundi 16 mars 2020, veille du confinement, les achats alimentaires par carte bancaire sont supérieurs de 230 % à ce qu'ils étaient le lundi 18 mars 2019.
Source : Cartes bancaires CB, calculs Insee.

Le 16 mars, jour de l'annonce du confinement, se caractérise par des comportements d'anticipation particulièrement marqués concernant l'alimentaire et le tabac, qui peuvent être illustrés par l'évolution des dépenses par carte bancaire ; elles ont plus que triplé le 16 mars par rapport au lundi correspondant de 2019 (figure 3).

La décomposition des dépenses par carte bancaire entre vente physique et vente à distance montre que cette dernière a résisté pendant le confinement. Les ménages se déclarent relativement enclins à effectuer des achats importants dans les 12 prochains mois dans l'enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages de juin, notamment des achats différés lors du confinement. Par ailleurs leurs inquiétudes quant à leur situation financière personnelle se sont dissipées en juin après avoir été importantes en avril et mai. Cependant, ils craignent toujours pour le niveau de vie futur en France.

Les commerçants adaptent l'emploi à la situation

Au premier trimestre 2020, l'ensemble du commerce perd 22 000 salariés (figure 4). Cette baisse équivaut à la moitié des gains d'emplois réalisés en 2019, année de forte croissance de l'emploi (+ 1,2 % par rapport à 2018, un rythme qu'il n'avait pas atteint depuis 2007). Par ailleurs, le recours au dispositif d'activité partielle a été massif, puisque 68 % des salariés du commerce sont concernés par un dépôt de demande d'autorisation préalable d'activité partielle pour motif Coronavirus au 22 juin. Ce ratio atteint même 100 % dans le commerce et la réparation d'automobiles.

Selon l'enquête Acemo flash Covid-19 de la Dares, dans les entreprises de 10 salariés ou plus, 48 % des salariés du commerce ont vu

l'activité de leur entreprise s'arrêter ou diminuer de plus de moitié fin avril 2020.

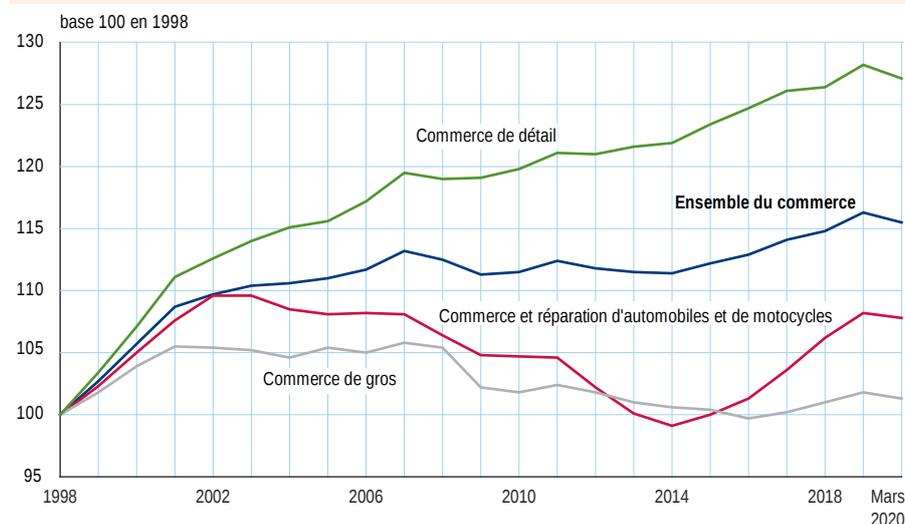
Les effectifs n'ont cependant pas été réduits massivement : seuls 16 % des salariés appartiennent à des entreprises dont l'effectif a diminué fin avril et 10 % appartiennent à des entreprises dont l'effectif a même progressé (figure 5). Les effets à court terme sur l'emploi pourraient être en effet positifs pour deux secteurs du commerce de détail non concernés par les fermetures administratives : la vente à distance et le commerce alimentaire, en particulier les supermarchés. Les entreprises y ont eu recours à des embauches en CDD et à des intérimaires. À l'inverse, le commerce de détail non alimentaire en magasin, le commerce et la réparation d'automobiles et le commerce de gros réduisent leur effectif salarié en ne renouvelant pas des CDD et en différant des embauches.

Les commerçants demeurent inquiets

Interrogées sur les perspectives de reprise dans l'enquête Acemo flash Covid-19, les entreprises du commerce de détail frappées par une fermeture administrative sont plus pessimistes que celles des autres secteurs. Les entreprises du commerce de gros et du commerce et de la réparation d'automobiles s'inquiètent d'un manque de débouchés, alors que leurs homologues du commerce de détail sont plus préoccupées par la disponibilité des salariés.

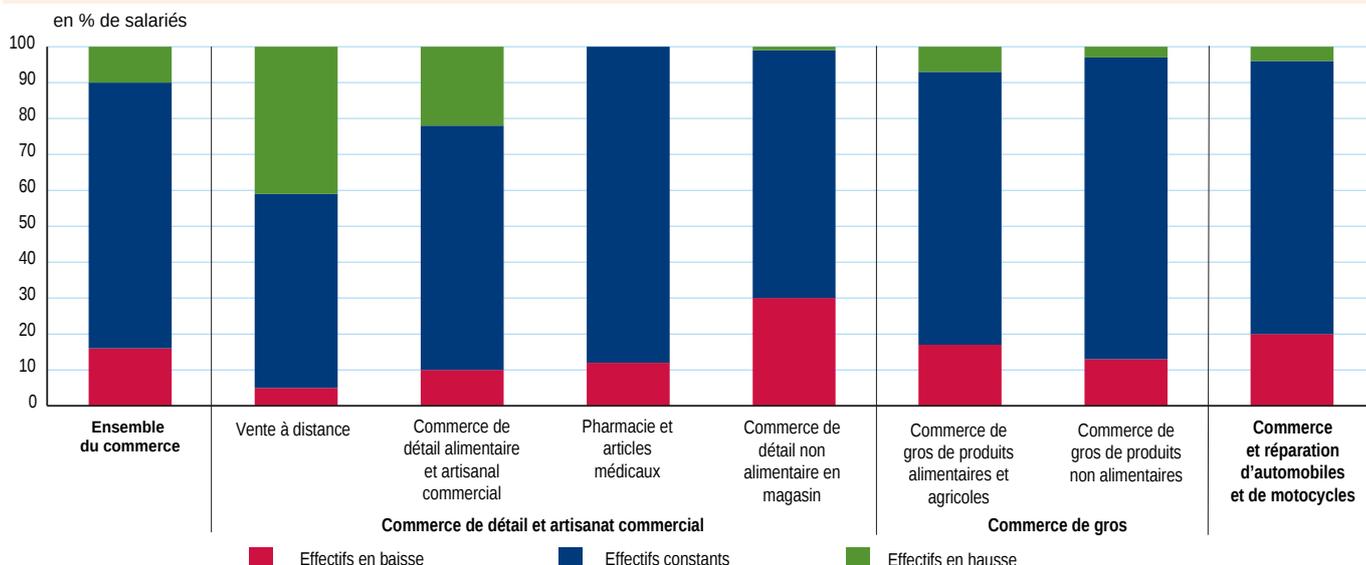
Selon les enquêtes de conjoncture, les perspectives d'emploi ne sont pas bien orientées. Dans le commerce de détail généraliste, les entrepreneurs sont pessimistes depuis mi-janvier 2019 et la situation actuelle n'a que légèrement aggravé la situation. À l'inverse, dans le commerce de détail spécialisé, les perspectives d'emploi étaient

4 Évolution des effectifs salariés au 31 décembre dans le commerce



Note : l'effectif est au 31 mars pour l'année 2020.
Lecture : pour 100 salariés du commerce fin 1998, on en compte 116,3 fin 2019 et 115,5 fin mars 2020.
Source : Insee, estimations d'emploi.

5 Évolution des effectifs salariés du commerce et de l'artisanat commercial au 30 avril 2020 du fait de la crise sanitaire



Lecture : au 30 avril 2020, 16 % des salariés appartiennent à une entreprise dont les effectifs sont en baisse du fait de la crise sanitaire, 74 % à une entreprise dont les effectifs sont constants et 10 % à une entreprise dont les effectifs sont en hausse.

Champ : entreprises de 10 salariés ou plus des secteurs commerciaux.

Source : Dares, enquête Acemo flash Covid-19.

particulièrement bien orientées au deuxième semestre 2019 et elles plongent en avril et en mai 2020. Elles se redressent en juin mais restent éloignées de leur moyenne de long terme.

Définitions

À la différence du chiffre d'affaires, les **ventes de marchandises** ne comprennent pas les ventes de services, ni celles des biens produits par les commerçants.

Le terme « **entreprise** » utilisé ici désigne toute unité légale (société ou entreprise individuelle) déclarée au répertoire Sirene. Cette

notion ne coïncide pas nécessairement avec celle « d'acteur économique » définie au sens de la loi de modernisation de l'économie (LME).

Le **commerce hors magasin** rassemble la vente à distance, la vente à domicile et le commerce de détail sur éventaires et marchés. Il correspond ici au rassemblement des groupes 478 et 479 de la nomenclature d'activité française.

Pour en savoir plus

• « La situation du commerce en 2019. Tendances 2020 », *Documents de travail* n° E2020/03, Insee, juillet 2020.

- Aeberhardt L., Laurent T., Montornes J., « Les comptes de la Nation en 2019 : le PIB ralentit mais le pouvoir d'achat accélère », *Insee Première* n° 1802, mai 2020.
- Points et note de conjoncture bi-mensuels à partir du 26 mars 2020.
- Dares, synthèses des résultats de l'enquête Acemo flash Covid-19 d'avril et mai.
- Dares, tableaux de bord hebdomadaires sur le marché du travail pendant la crise.
- Cohen C., « 300 000 points de vente dans le commerce de détail », *Insee Focus* n° 188, avril 2020.
- Perrin-Haynes J., « Les hypermarchés n°1 des ventes de produits alimentaires », *Insee Focus* n° 187, avril 2020.

Direction Générale :
 88 avenue Verdier
 92541 Montrouge Cedex
Directeur de la publication :
 Jean-Luc Tavernier
Rédacteur en chef :
 A. Goin
Rédacteurs :
 X. Besnard, P. Glénat
Maquette : RPV et BR
Code Sage : IP201808
 ISSN 0997 – 3192 (papier)
 ISSN 0997 – 6252 (web)
 © Insee 2020

- *Insee Première* figure dès sa parution sur le site internet de l'Insee : <https://www.insee.fr/fr/statistiques?collection=116>
- Pour recevoir par courriel les avis de parution (60 numéros par an) : <https://www.insee.fr/fr/information/1405555>

